



LE SCFP : UN BILAN POSITIF . . . REVUE DE L'ANNÉE 2011

Du bon travail, mais encore du pain sur la planche



Table des matières



Photos : Clément Allard - page couverture, p. 5; Lou Arab - p. 6, couverture arrière; Josh Berson - page couverture, p. 17; Mary-Ellen Bertram - p. 1; Ronald Boisrond - p. 8; Murray Bush - page couverture, p. 3, 6 et 14, couverture arrière; James Chai - p. 13; SCFP-Î.-P.-É. - couverture arrière; Pierre Ducasse - p. 18; Dan Gawthrop - couverture arrière; Syndicat des employés d'hôpitaux - p. 18 et 20; Robert Lamoureux - couverture arrière; Christian Martel - couverture arrière; Liam Martin - page couverture, p.2; John McCracken - couverture arrière; Marilyn Mikkelsen - p. 1; Roseanne Moran - p. 18; Wes Payne - page couverture, p.7; André "Pépé" Périard - page couverture, page couverture intérieure, p. 12 et 17; Sarah Race - p. 3, 5 et 13; Claude Roussel - p. 15; Annie Thériault Roussel - p. 7; Craig Saunders - p. 14; Danielle Savoie - page couverture, p. 4; Beth Smillie - p. 17; Janet Szliske - page couverture, p. 3 et 17, couverture arrière; Kevin Wilson - p. 16 et 20; Margot Young - p. 8.

ISSN 1916-5102

Du bon travail, mais encore du pain sur la planche	1
Campagnes et action politique	2
Bureau national du SCFP	9
Le SCFP au pays	10
Édifier la solidarité et faire des gains	12
Édifier notre syndicat et notre collectivité	16
Des premières au SCFP	19
L'avenir	20
Conseil exécutif national du SCFP	21

Le SCFP : Un bilan positif est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa, ON, K1G 0Z7

©SCFP 2012

Rédactrices en chef : Karin Jordan et Catherine Louli

Rédactrice de photo : Janet Szliske

Graphiste : Julie Turmel

Adjointes à la rédaction : Manon Lajoie, Valérie Ménard et Hélène Bélanger

Ce rapport est aussi accessible en ligne à SCFP.ca/bilanpositif

Imprimé sur du papier recyclé après consommation sans chlore à 25%, certifié par le Forest Stewardship Council.

Du bon travail, mais encore du pain sur la planche

L'an dernier a été rempli de percées historiques et de défis sans précédent pour notre syndicat.

De l'occupation de la législature du Wisconsin au printemps arabe, en passant par la naissance du mouvement des Indignés et l'élection du Nouveau Parti démocratique comme opposition officielle du Canada, beaucoup des moments marquants de 2011 ont été définis par une action collective en faveur d'un monde meilleur.

L'appel au changement démocratique, à la justice sociale et à l'égalité a trouvé écho au SCFP, car beaucoup de membres avaient

de nouveaux défis à relever au travail, à la table des négociations et dans leurs collectivités. Leurs ripostes créatives et courageuses ont mené à de nombreuses victoires et ont permis d'édifier un syndicat plus solide et plus ouvert.

Nos membres se sont engagés sur de nombreux fronts, y compris celui de l'action démocratique. Nous avons participé à la victoire historique du NPD fédéral en faisant élire sept membres et employés du SCFP à la Chambre des communes. D'un océan à l'autre, nos membres étaient aux premières lignes pour défendre les services publics et faire preuve de leadership dans leurs collectivités.

Et dans les moments de tragédie, nos membres ont tendu les bras à leurs collègues et voisins. Les membres du SCFP ont soutenu les résidents de Slave Lake qui ont dû abandonner leurs maisons menacées par les incendies de forêt et ils ont démontré un appui semblable aux résidents des collectivités dévastées par les inondations en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec. La solidarité et la compassion des membres après le tragique écrasement du vol de First Air ont marqué un autre moment émouvant et inspirant pour notre syndicat.

La force du SCFP s'enracine dans les collectivités où nos membres vivent et travaillent. Les Canadiens nous connaissent en tant que voisins et en tant que personnes qui fournissent des services publics essentiels et jouent un rôle actif dans de nombreux groupes communautaires et équipes sportives locales. Chaque jour, dans les cités et villes du pays, nos membres consolident des alliances communautaires et édifient l'appui et la solidarité dont nous avons besoin pour résister ensemble aux attaques de la droite.

Nous pouvons tous être fiers du travail accompli par le SCFP en 2011. Nous avons protégé les services publics, lutté en faveur de l'équité et de l'égalité et défendu les droits des travailleurs. Ce faisant, nous avons fait progresser nos collectivités partout au pays. Nous sommes vraiment en train d'édifier un Canada meilleur.

Le président national



Paul Moist

Le secrétaire-trésorier national



Charles Fleury





Campagnes et action politique



En effet, le mouvement des Indignés a mis en lumière le contraste frappant entre les plus riches qui ne forment que 1 % de la population et les autres 99 %.

Partout au pays, le SCFP a soutenu l'appel passionné et cohérent en faveur d'une société plus juste et plus équitable – notamment en organisant une grande manifestation au congrès national.

Le lien est clair entre syndicalisation et égalité et il faut impérativement défendre les syndicats à mesure que les inégalités s'accroissent. Plus les travailleurs sont syndiqués, plus l'égalité s'accroît pour ceux qui font partie des 99 %. Lorsque la syndicalisation faiblit, c'est le contraire qui se produit et les plus riches s'enrichissent.

La récession a favorisé les compressions et les attaques antisyndicales, non seulement au niveau fédéral, mais aussi dans certaines provinces et municipalités. Maintenant plus que jamais, l'action politique, les campagnes et les négociations collectives vont de soi pour les membres du SCFP.

Sur la scène fédérale, le ton a été donné avec l'élection d'une majorité conservatrice qui s'est empressée de s'attaquer au droit à la libre négociation collective et au droit de grève des travailleurs.

Le SCFP s'est montré solidaire des membres lockoutés du Syndicat des travailleuses et travailleurs des postes, qui luttaient contre une loi de retour au travail. Le syndicat a aussi appuyé les membres en grève des Travailleuses et travailleurs canadiens de l'automobile lorsque le gouvernement Harper a eu recours à la même tactique avec eux.

Les attaques du gouvernement Harper contre les droits des travailleurs se sont poursuivies avec les agents de bord d'Air Canada. Malgré une décennie de sacrifices, les 6 800 membres en négociations de la composante d'Air Canada du SCFP subissaient des pressions accrues pour accepter encore plus de concessions – en dépit de l'amélioration de la situation financière de la société et des hausses salariales de ses dirigeants. Nos



membres ont résisté à la menace d'une loi de retour au travail et ont obtenu une nouvelle convention collective en arbitrage.

Le SCFP a aussi lutté avec des syndicats du secteur public fédéral contre la réduction des services publics. Le Conseil exécutif national a résolu de se battre contre les mesures d'austérité qui visent à serrer dans les services et les dépenses du secteur public fédéral.

Sur le front électoral

Le SCFP a joué un rôle clé dans l'incroyable percée du NPD aux élections fédérales. Le syndicat a collaboré étroitement avec le NPD et le Congrès du travail du Canada, réussissant à remporter la très grande majorité des 77 circonscriptions cibles. N'innombrables militants et membres du personnel ont travaillé bénévolement et 24 ont été candidates et candidats. Sept des sièges du NPD sont détenus par des membres passés ou présents de la famille du SCFP.

Cette incroyable victoire a été tempérée par le choc et la tristesse provoqués par la mort du leader du NPD fédéral Jack Layton. Jack était un grand ami du SCFP et nous poursuivrons la lutte pour réaliser notre vision commune de la justice sociale.

Au Manitoba, le SCFP a joué un rôle de premier plan dans l'élection d'un quatrième gouvernement néo-démocrate majoritaire de suite, un événement sans précédent dans l'histoire de la province. Parmi les élus se trouvent un membre de la section locale 500 du SCFP et un ancien membre de la section locale 3909. Le SCFP-Manitoba a aussi mené une campagne anti-privatisation, appuyée par le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) et la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE), qui a notamment réussi à faire de la privatisation de l'hydroélectricité un enjeu électoral.

En octobre, les Ontariens ont élu un gouvernement libéral minoritaire et envoyé 17 néo-démocrates à la législature. Le SCFP s'est mobilisé dans des comités cibles et a mis en lumière des enjeux d'importance, ce qui a contribué à accroître le vote populaire en faveur du NPD et à empêcher une victoire des conservateurs. L'un des faits saillants des élections a été la victoire de Jagmeet Singh, premier député néo-démocrate de la région de Peel et premier député sikh du NPD-Ontario.

Le SCFP a aidé le NPD à réaliser une percée historique à Terre-Neuve-et-Labrador. Le parti a remporté cinq sièges aux élections provinciales d'octobre, un nombre record, et est arrivé bon deuxième dans 23 circonscriptions. Quatre membres du SCFP ont aussi mené de bonnes campagnes, arrivant au deuxième rang dans tous les cas.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le SCFP a inscrit la privatisation au menu des élections en organisant une assemblée publique sur les PPP. L'événement a attiré des candidates et candidats de tous les partis, dont le ministre provincial des Finances.

Le Groupe de travail des collectivités dynamiques du SCFP-C.-B. a entrepris une immense campagne de communication avec les membres dans le cadre des élections municipales du 19 novembre. Le personnel et les militants du SCFP ont téléphoné à plus de 20 000 membres. En tout, 25 membres, employés ou retraités du SCFP faisaient partie des 200 candidats appuyés par les syndicats qui ont gagné leurs élections.

Le SCFP s'est aussi mobilisé pour faire élire un candidat soutenu par le mouvement syndical au cours d'une élection



LE SAVIEZ-VOUS?

ENVIRON UN TRAVAILLEUR CANADIEN SUR 30 EST MEMBRE DU SCFP.



LE SAVIEZ-VOUS?

EN 2011, LES MEMBRES DU SCFP ONT GAGNÉ ENSEMBLE PLUS DE 23 MILLIARDS DE DOLLARS EN SALAIRES. POUR CETTE MÊME ANNÉE, ILS ONT PAYÉ 3 MILLIARDS DE DOLLARS EN IMPÔTS FÉDÉRAUX ET PROVINCIAUX ET PRÈS DE 700 MILLIONS EN TPS.

Le SCFP et ses alliés se sont regroupés devant l'Assemblée nationale du Québec en décembre pour exiger un débat public sur l'AÉCG et ses conséquences pour les services publics.

municipale partielle à Winnipeg. Cette victoire cruciale enlève au maire l'appui des deux tiers du conseil dont il avait besoin pour privatiser les services municipaux.

Une voix à faire entendre

Les membres du SCFP se sont mobilisés en grand nombre, tant à la Colline du Parlement que dans leur collectivité, pour sauver le registre des armes à feu et protéger les soins de santé publics. Ils ont fait connaître à leur député leur opposition au projet de loi C-19, qui élimine le registre fédéral des armes à feu et détruit toutes les données qu'il contenait. Le SCFP a aussi présenté un mémoire à un comité parlementaire sur le projet de loi.

En décembre, les travailleuses et travailleurs de la santé et les membres du personnel du SCFP ont participé à une grande journée de lobbying organisée par la Coalition canadienne de la santé devant la Colline du Parlement. Les militants ont rencontré leurs députés pour leur parler du renouvellement de l'Accord fédéral-provincial sur la santé. Avant la journée de lobbying, les membres des comités nationaux du SCFP sur les soins de santé et d'action politique ont participé à une réunion de préparation et de formation de deux jours.

Le SCFP a aussi fait entendre son message aux premiers ministres provinciaux à leur rencontre annuelle. La campagne en ligne « Youhou les premiers ministres! » invitait les membres à écrire à leur premier ministre provincial pour lui parler de santé, de régimes de retraite, d'investissement dans l'infrastructure et de l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne.

La défense des services publics

Nos membres fournissent les services publics qui assurent le dynamisme de nos collectivités et grâce auxquels le Canada est un pays où il fait bon vivre. Et quand les temps sont durs, nous avons encore plus besoin de nos services publics. La récession et les compressions dans le secteur public nuisent aux collectivités et frappent encore plus durement les Autochtones et les travailleurs racisés.

La longue histoire du SCFP en matière de lutte contre la privatisation et de promotion des solutions publiques s'est poursuivie en 2011. Le Conseil exécutif national a approuvé l'allocation de 3 360 272 \$ pour 73 campagnes à frais partagés entreprises par les sections locales et les divisions. D'autres initiatives locales, provinciales et nationales ont été appuyées grâce au Fonds de lutte à la privatisation de 2,5 millions de



dollars du SCFP. Le front des campagnes a été particulièrement actif en 2011.

Le SCFP et le Conseil des Canadiens ont sillonné le pays dans le cadre d'une série de 16 assemblées publiques destinées à expliquer les implications de l'AÉCG pour les municipalités et les services publics. La campagne a suscité des appels à un débat public complet et transparent ainsi que des résolutions municipales exigeant des gouvernements provinciaux et territoriaux qu'ils négocient une exemption permanente pour les administrations locales.

Le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) et le Centre canadien des politiques alternatives ont produit un documentaire sur l'urgence d'améliorer les soins offerts aux personnes âgées. *The Remaining Light* (La

lumière qui reste) est un outil organisationnel qui dénonce la réalité vécue par les personnes âgées de la Colombie-Britannique. On y entend les témoignages des aînés, des membres de leurs familles et des travailleuses et travailleurs du secteur.

En Colombie-Britannique, le SCFP a réussi à deux reprises à empêcher la réalisation de projets de privatisation de l'eau. Dans le cadre des élections municipales de l'automne, des membres des sections locales de la vallée du Fraser se sont joints à des résidents engagés et à la coalition Eaux aguets de Mission-Abbotsford pour empêcher un important PPP de voir le jour. Le maire, en faveur du PPP, a été défait aux élections. Les membres des sections locales du SCFP de l'île de Vancouver ont collaboré à la campagne Eaux aguets de la





vallée de l'Alberni pour protéger l'eau publique. En octobre, des résidents ont voté en faveur de la fusion du district de Beaver Creek et du district régional d'Alberni-Clayoquot, ce qui a empêché la réalisation d'un PPP.

Les travailleurs municipaux de Penticton (section locale 608) ont remporté une importante victoire en février lorsque le conseil municipal a cédé sous la pression publique et a décidé de garder public le centre communautaire local. L'un des éléments déterminants de cette victoire a été l'assemblée publique virtuelle qui a attiré 4 700 appelants, la plupart opposés à la privatisation.

Les travailleurs municipaux d'Edmonton (section locale 30) ont convaincu le conseil municipal de garder à l'interne les travaux d'enlèvement de la neige. Par un vote de neuf contre quatre, le conseil a rejeté la proposition du maire qui voulait sous-traiter 20 pour cent des services d'enlèvement de la neige de la ville.

Les travailleurs de l'Alberta se sont aussi attaqués à la privatisation des services dans les parcs de Calgary (section locale 37) et à la librairie du collège de Red Deer (section locale 1445).

À Regina, les travailleurs municipaux (section locale 21) font pression pour que le nouveau programme de collecte sélective de la ville soit public. La section locale fait valoir que la prestation publique est plus économique et plus flexible.



En Ontario, les travailleurs des soins de longue durée de Sudbury (section locale 148) et de Peel (section locale 966) ont organisé des campagnes de sensibilisation pour empêcher la vente de foyers de soins dont la propriété et l'exploitation sont publiques.

Les travailleurs municipaux d'Ottawa (section locale 503) ont collaboré avec la Ville pour comparer les solutions publiques et privées en matière de collecte des ordures. L'étude a montré que le maintien des services à l'interne permettrait d'économiser près de 5 millions de dollars sur quatre ans.

La Ville de Sherbrooke a rapatrié à l'interne tous les services de collecte des ordures. Elle économisera ainsi 750 000 \$ par année. Une étude effectuée par la Ville sur les coûts des services de collecte privés et publics a mis en lumière les économies réalisables. Les travailleurs de la ville (section locale 2729) avaient plaidé en faveur de l'étude lorsque des documents confidentiels avaient montré les coûts élevés de la privatisation.

La Ville de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, a aussi rapatrié à l'interne tous les services de collecte des ordures. La Ville avait sous-traité 19 parcours de collecte mais, après avoir effectué une analyse financière, l'administration a convenu avec la section locale 18 que les services à l'interne coûtaient 500 000 \$ de moins par année aux contribuables.

Le rapatriement à l'interne des travaux de voirie a réduit de moitié les coûts pour le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Les travailleurs de la voirie provinciale (section locale 1867) ont fait campagne en faveur d'un projet pilote de trois ans. Les entrepreneurs privés gonflaient leurs soumissions pour l'entretien des régions rurales et se concentraient davantage sur les artères principales, plus rentables. Maintenant, les soumissions privées diminuent.

Après 30 ans de recours aux services d'un entrepreneur privé, la Ville de Conception Bay South, à Terre-Neuve-et-Labrador, rapatrie à l'interne ses services de collecte d'ordures ménagères. Les travailleurs municipaux (section locale 3034) fourniront les services pendant une période d'essai de



cinq ans et le projet prévoit l'embauchage de quatre nouveaux employés.

La promotion de l'égalité

Le SCFP a collaboré avec le mouvement syndical mondial pour que l'action sur le sida en milieu de travail fasse partie de la déclaration finale d'une importante réunion des Nations Unies. La déclaration appelle « les employeurs, les syndicats, les employés et les volontaires à éliminer la stigmatisation et la discrimination, à protéger les droits fondamentaux et à faciliter l'accès aux moyens de prévention de l'infection du VIH, de traitements du sida, de soins et d'aide ».

La section locale 951 a remporté une victoire à l'Université de Victoria au nom des personnes handicapées. La section locale a déposé plus de 20 griefs en deux ans au nom de dix membres pour contester le défaut de l'employeur d'offrir des mesures d'adaptation aux travailleurs ayant des déficiences. Les griefs ont mené à une médiation et le syndicat a obtenu un processus accéléré de règlement des différends.





Le SCFP-Ontario a organisé une excellente conférence sur les droits de la personne qui a été le point de départ d'une nouvelle campagne sur l'équité en matière d'emploi. La campagne sensibilisera les membres et profitera des négociations collectives pour promouvoir l'équité en matière d'emploi.



Le SCFP-Manitoba a aussi tenu une conférence sur les droits de la personne au cours de laquelle les délégués en ont appris davantage sur l'évolution démographique et ont participé à des ateliers sur les mesures d'adaptation au travail, l'eau dans les communautés autochtones, la justice raciale et les personnes transgenre.

Conformément à une résolution adoptée au congrès national, qui avait été proposée par le Comité national du triangle rose, le SCFP continue de progresser dans le dossier de l'intimidation et du harcèlement au travail grâce aux négociations, à l'éducation et à l'appui constant d'initiatives comme la campagne d'Égale : La sécurité à l'école.

Les membres du SCFP ont célébré lors du plus haut tribunal de la Saskatchewan a jugé, au début de l'année, que les commis-

saires au mariage ne pouvaient pas refuser de marier des couples de même sexe pour des motifs religieux. Le SCFP s'était opposé à un projet de loi qui aurait permis aux commissaires d'invoquer leur religion pour refuser de marier des couples.

La lutte à la violence contre les femmes

Le SCFP s'est attaqué à la violence contre les femmes de nombreuses façons l'an passé : il a appuyé l'Association des femmes autochtones du Canada et son programme Sœurs par l'esprit, dont le financement était menacé, il a dénoncé le projet de loi C-91 et il a commandité et participé à la conférence internationale « Mondes des femmes » de 2011.

Le syndicat a aussi exigé que des mesures soient prises dans le dossier des femmes autochtones disparues et assassinées dans le cadre de deux rassemblements organisés à la Colline du Parlement, dont l'un à la fin d'une marche pour la justice (Walk4Justice) de 4 500 kilomètres. De nombreux membres du SCFP ont pris part à la marche de 91 jours, amorcée à Vancouver pour se terminer à Ottawa. Le Conseil autochtone du SCFP-Alberta a aussi mené une campagne de cartes postales pour exiger la tenue d'une enquête sur les disparitions et les assassinats.

La solidarité avec les peuples autochtones

Le SCFP-Ontario a recueilli 5 000 \$ et des approvisionnements d'urgence pour

les membres de la Première Nation d'Attawapiskat, qui vivent une grave crise du logement. Le SCFP a aussi amassé 5 000 \$ pour le Fonds de solidarité du lac Barrière grâce à un tirage et aux dons des membres du Conseil exécutif national, en plus d'aider à promouvoir un concert-bénéfice au profit des Algonquins du lac Barrière qui luttent pour reprendre le contrôle des ressources naturelles de leur territoire.

Les membres du SCFP se sont joints à la Nation Métis de la Saskatchewan (NM-S) pour souligner la 41^e année des journées « Retour à Batoche », en juillet. L'activité Métis célèbre la culture et les traditions autochtones à Batoche, là où a eu lieu une bataille clé dans la résistance du nord-ouest, en 1885. L'an passé, le SCFP a produit *River of Unity*, un documentaire qui suit les canoteurs du SCFP pendant



leur voyage de trois jours, jusqu'aux célébrations en 2010, lorsque le SCFP a signé une entente de partenariat historique avec la NM-S.

L'action en faveur des régimes de retraite

Le militantisme pour assurer une retraite sûre à tous s'est poursuivi en 2011 avec la mobilisation des membres en faveur de l'expansion des régimes de retraite publics et de la protection des régimes de retraite au travail.

Environ 500 membres du SCFP au Québec se sont rassemblés devant l'assemblée nationale pour appuyer la bonification des régimes de retraite publics à leur congrès de division, dans le cadre de la campagne de la FTQ « Une retraite à l'abri des soucis! ».

Les membres et le personnel du SCFP ont fait front commun pour défendre le

régime de retraite municipal de Regina. Le régime à prestations déterminées s'applique à 3 900 employés (la plupart membres du SCFP) au service de cinq employeurs. Le conseil municipal avait rejeté une hausse des cotisations et les employeurs faisaient pression pour liquider le régime afin de le remplacer par des dispositions de qualité inférieure. Le SCFP, qui a retenu les services d'un actuaire indépendant et a obtenu un deuxième avis, continue à privilégier une solution conjointe négociée.

Le SCFP est toujours le seul syndicat du mouvement syndical à offrir une formation annuelle à ses administrateurs de régimes de retraite. Trente administrateurs de régime et membres de comités représentant 15 régimes de retraite ont participé à la formation offerte à Vancouver. Le personnel de l'éducation du SCFP a aussi joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du nouveau cours de formation sur les régimes de retraite du CTC.

La défense de la garde à l'enfance publique

Le SCFP et les citoyens ont remporté une grande victoire en Alberta lorsque le conseil scolaire public d'Edmonton a décidé d'exclure les grandes chaînes de garderies des écoles. Le président du conseil a affirmé que sa décision avait été basée en grande partie sur les mémoires présentés par le SCFP. Le SCFP a collaboré avec les sections locales de la division et du conseil scolaire (474, 784 et 3550), de même qu'avec ses alliés de *Public Interest Alberta*, pour faire comprendre que les meilleures garderies sont des garderies publiques.

À Terre-Neuve-et-Labrador, le SCFP a attiré l'attention sur les garderies en organisant des forums publics qui ont fait du dossier un enjeu important aux élections provinciales, en plus de diffuser un sondage qui montrait un appui extrêmement élevé pour les garderies publiques.

Les services de garde à l'enfance ont aussi été un dossier chaud en Nouvelle-Écosse, où le SCFP a rendu public un rapport soulignant les avantages économiques de l'expansion des garderies publiques. L'étude montre que l'investissement dans les garderies est la façon la plus efficace de stimuler l'économie. Le ministre provincial des Services communautaires s'est joint au SCFP pour présenter le rapport.

La promotion de la justice dans le monde

En mars, le Conseil exécutif national a adopté la Charte des services publics de qualité. La Charte s'inscrit dans la campagne de l'Internationale des services publics (ISP) pour défendre les services publics menacés et promouvoir la création d'autres services dans les collectivités qui en sont privées.



Bureau national du SCFP

Directions

Activités

Bureau du président national

Aide le président national du SCFP Paul Moist à assumer ses responsabilités de principal porte-parole du syndicat, à accroître la visibilité du SCFP en consolidant les relations et à diriger l'élaboration de politiques. Cette année, M. Moist s'est rendu dans 25 collectivités. Il a participé à plus de 40 activités et événements du SCFP et à 27 autres activités syndicales, de même qu'à de nombreuses autres rencontres.

Bureau du secrétaire-trésorier national

S'occupe de la planification et du fonctionnement quotidien de tout ce qui a trait aux finances et à l'administration du SCFP. En tant que secrétaire-trésorier national, Charles Fleury est déterminé à maintenir la solidité des finances du SCFP afin que les membres puissent compter sur les ressources et l'appui dont ils ont besoin pour défendre les services publics.

Direction des services nationaux

Coordonne et supervise le travail des services des communications, de l'égalité, des affaires juridiques et de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité, ainsi que les activités de solidarité internationale, d'analyse économique, de lutte à la privatisation et d'action politique.

Service des communications

Fournit des conseils consultatifs et stratégiques et un soutien pratique en communications aux dirigeants nationaux du SCFP et aux autres services et, par l'entremise des directions régionales, aux divisions, régions et sections locales du SCFP. Fournit aussi des conseils pour les campagnes à frais partagés.

Service de l'égalité

Conseille les comités nationaux et régionaux du SCFP dans les dossiers relatifs aux femmes, aux travailleurs de couleur, autochtones et personnes ayant un handicap et aux membres lesbiennes, gays, bisexuels, transgenre et transsexuels (LGBTTI). Aide les comités à conseiller leurs exécutifs en matière d'égalité et agit aux niveaux national, régional et local.

Services des affaires juridiques

Fournit des conseils, de l'aide et une représentation juridique aux sections locales, membres et employés du SCFP. Représente les sections locales et les membres aux audiences d'arbitrage, des conseils du travail et des tribunaux.

Service de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité

Le SCFP est doté du plus important service de recherche de tous les syndicats au Canada. Le Service offre une analyse et des conseils d'experts sur un large éventail d'enjeux qui touchent nos membres. Il fournit aussi aux membres les ressources nécessaires pour prévenir et éliminer les dangers au travail.

Direction de l'organisation et des services régionaux

Coordonne le recrutement de nouveaux membres. Supervise le travail des conseillers syndicaux du SCFP et offre des services aux sections locales et aux membres du SCFP.

Direction du développement syndical

Offre un large éventail d'ateliers qui aident les membres du SCFP à acquérir les connaissances, les compétences et la confiance nécessaires pour améliorer nos lieux de travail et notre société.

Direction des finances et de l'administration

Supervise le budget de fonctionnement du SCFP, qui s'établissait à 162 millions de dollars en 2011. La Direction supervise également la Caisse nationale de défense du syndicat, qui contenait 7,8 millions de dollars en 2011, et la Caisse nationale de grève, dont l'actif se situait à environ 50 millions de dollars. Le Service des ressources humaines s'occupe des relations avec le personnel, dont l'embauchage et les relations avec les syndicats du personnel, et l'Unité de la technologie conçoit et entretient les systèmes de technologie de l'information du SCFP.

Le SCFP au pays

Le SCFP compte 618 000 membres répartis dans 2 392 sections locales d'un bout à l'autre du pays.

Colombie-Britannique

- Le SCFP et sa division des services de santé, le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), comptent près de 120 000 membres, répartis dans 171 sections locales du SCFP et 291 sections locales du SEH.
- Principaux secteurs : santé, municipalités, éducation (maternelle à la 12^e année), bibliothèques, enseignement postsecondaire, ambulanciers paramédicaux, services sociaux, transports en commun et transport aérien.

Alberta

- Plus de 32 000 membres répartis dans 107 sections locales.
- Principaux secteurs : municipalités, divisions scolaires, soins de longue durée et transport aérien.

Saskatchewan

- Plus de 28 000 membres répartis dans 121 sections locales.
- Principaux secteurs : santé, éducation (maternelle à la 12^e année), municipalités, universités, bibliothèques et organismes communautaires.

Manitoba

- Près de 27 000 membres répartis dans 101 sections locales.
- Principaux secteurs : établissements de santé, municipalités, divisions scolaires, services sociaux, garderies, électricité et éducation postsecondaire.

Ontario

- Plus de 242 000 membres répartis dans 711 sections locales.
- Principaux secteurs : santé, municipalités, conseils scolaires, universités, services sociaux et transport aérien.

Québec

- Plus de 108 000 membres répartis dans 513 sections locales.
- Principaux secteurs : municipalités, santé et services sociaux, énergie, universités, éducation, communications, transport en commun, sociétés et organismes d'État, secteurs mixtes et transport aérien.





LE SAVIEZ-VOUS?

LE SCFP AGRANDIT SANS CESSER SES LOCAUX PAR DES CONSTRUCTIONS OU DES RÉNOVATIONS DURABLES. L'AN PASSÉ, NOUS AVONS ACHETÉ À MARKHAM UN IMMEUBLE QUI, AU PRINTEMPS 2012, ABRITERA LE NOUVEAU BUREAU RÉGIONAL D'ONTARIO. NOUS TRAVAILLONS À DES PROJETS DE LOCAUX NEUFS ET ACCESSIBLES POUR LE BUREAU DE CHARLOTTETOWN ET D'UNE ANNEXE POUR LE BUREAU NATIONAL, QUI LOGERA AUSSI LE BUREAU D'OTTAWA ET SERA ASSEZ VASTE POUR PERMETTRE DE FUTURS AGRANDISSEMENTS.

Nouveau-Brunswick

- Près de 26 000 membres répartis dans 177 sections locales.
- Principaux secteurs : santé, éducation, foyers de soins infirmiers, services sociaux, transports et municipalités.

Île-du-Prince-Édouard

- Plus de 2 800 membres répartis dans 17 sections locales.
- Principaux secteurs : santé, éducation, municipalités et universités.

Terre-Neuve-et-Labrador

- Plus de 6 200 membres répartis dans 44 sections locales.
- Principaux secteurs : municipalités, santé, conseils scolaires, universités, bibliothèques, logement, garderies et services sociaux.

Nouvelle-Écosse

- Près de 18 000 membres répartis dans 125 sections locales.
- Principaux secteurs : conseils scolaires, santé, soins de longue durée, soins communautaires et primaires, voirie, universités, municipalités, services sociaux et garderies.

Division du transport aérien

- Plus de 7 900 membres répartis dans 14 sections locales.

Édifier la solidarité et faire des gains



Notre syndicat s'appuie sur l'organisation et la négociation collective. En assurant aux travailleurs la sécurité d'une convention équitable et d'un bon emploi, nous protégeons et soutenons aussi nos collectivités.

De bons emplois profitent à l'économie locale et de solides services publics édifient des villes et villages dynamiques et stables où tous peuvent travailler, apprendre et s'épanouir.

Les effets de la récession mondiale de 2008 continuent à se faire sentir dans nos collectivités et aux tables de négociations. Signe que les temps sont durs, de plus en plus de membres du SCFP tiennent des votes de grève pour appuyer leurs comités de négociation.

En 2011, le SCFP a financé 18 campagnes pour éviter la grève, pour un montant total de 2 605 012 \$. Cinq sections locales du SCFP ont été en grève ou en lock-out. Le conflit le plus long a été celui de la section locale 4576, travailleurs municipaux du village de Sainte-Anne-de-Madawaska, au Nouveau-Brunswick. Les travailleurs ont été en lock-out du 16 juin 2010 au 15 avril 2011. Voici les autres conflits qui ont eu lieu :

- Les membres de la section locale 2729, travailleurs municipaux de Sherbrooke, ont fait la grève créative pour renouveler une convention collective venue à échéance le 31 décembre 2007. Ils ont ratifié une nouvelle convention au début de septembre.
- Les membres de la section locale 7498, personnel de soutien de l'Université de Sherbrooke, ont mené une grève qui a duré trois mois et demi. Leur nouveau contrat comprend des gains sur l'enjeu clé de la parité salariale avec d'autres universités.
- Les membres lockoutés de la section locale 3338, personnel de soutien des services aux étudiants de l'Université Simon Fraser, ont eu recours à Facebook (217 000 pages vues), à Twitter et à d'autres médias sociaux pour faire pression sur leur employeur. Le lock-out a pris fin après trois mois.
- En Nouvelle-Écosse, les 22 membres de la section locale 2330, travailleurs professionnels de Summer Street Industries, ont déclenché une grève de deux jours en octobre.



Les travailleuses et travailleurs de l'Université Queen's (sections locales 229, 254 et 1302) se sont serrés les coudes pendant les négociations pour défendre leur régime de retraite contre les compressions imposées par l'employeur et ont obtenu des clauses de sécurité qui prévoient que tout changement aux cotisations ou aux prestations futures devra être négocié.

Faits saillants des négociations

En 2011, plus de la moitié des conventions collectives du SCFP étaient à renouveler. Voici quelques faits saillants des négociations :

Un accord de principe est intervenu dans le secteur K-12 de la Colombie-Britannique. Il favorise le perfectionnement professionnel, enchâsse un environnement de négociation stable et n'accorde aucune concession. Ces dispositions incluent un nouveau financement de 7,5 millions de dollars pour enfin reconnaître le travail non rémunéré des aides à l'éducation.

Les agents de bord d'Air Transat ont signé une nouvelle entente de cinq ans après de longues et difficiles négociations. L'accord final prévoit une bonification des salaires et du régime de retraite.

En Saskatchewan, les membres du SCFP du secteur K-12 de la division scolaire de Good Spirit (section locale 4784) sont entrés en négociations, bien déterminés à obtenir la parité salariale avec d'autres travailleurs scolaires de la province. La nouvelle entente accorde aux membres la parité la première année, avec des augmentations qui se situent entre 5,5 et 15,84 pour cent pendant la durée de la convention de trois ans.

Lorsque 60 membres du SEH au service d'un foyer pour personnes âgées de Penticton ont reçu des avis de licenciement pendant les négociations, ils ont riposté. Les pressions exercées ont obligé l'établissement à but lucratif à annuler les mises à pied prévues et à renoncer aux concessions salariales exigées. Les travailleuses et travailleurs ont maintenant une convention de trois ans avec de modestes hausses salariales et une protection contre la sous-traitance.

Un foyer collectif de la Saskatchewan qui avait provoqué une grève de sept mois en 2007 en refusant de reconnaître les droits d'ancienneté a finalement négocié l'une des meilleures ententes pour le SCFP en 2011. Les améliorations à la convention de la section locale 4552 avec Deer Park Villa, à Ituna, incluent le retrait de la limite des congés



de maladie, de meilleurs droits de rappel pour les employés à temps partiel et occasionnels, une période plus courte pour les échelons d'augmentation et l'ajout du décès d'un aîné autochtone au congé pour deuil.

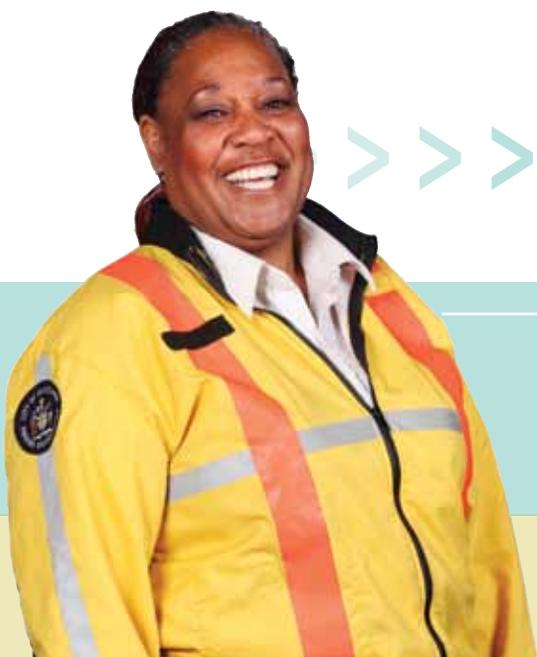
Les travailleurs municipaux de Maple Creek, en Saskatchewan (section locale 2714) ont voté à 100 pour cent en faveur de la ratification de leur nouvelle convention collective en novembre. L'entente inclut d'immenses augmentations de la prime de disponibilité et des allocations pour les bottes, un congé férié de plus, le passage

de tous les employés au sommet de la grille salariale et le retrait des échelons progressifs, une prime aux employés de 300 \$ par année et une hausse salariale générale de 11 pour cent. La nouvelle convention a été négociée avant la fin du contrat existant.

Les éducatrices de la petite enfance (section locale 5200) du conseil scolaire catholique régional de Halton en Ontario ont obtenu leur première convention collective en octobre. Le contrat reconnaît les compétences et l'expérience des travailleuses et l'important rôle éducatif qu'elles jouent.

LE SAVIEZ-VOUS?

PRÈS DU TIERS DES 2 100 DÉLÉGUÉS AU CONGRÈS NATIONAL EN ÉTAIENT À LEUR PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE PARTICIPATION.





Les négociations dans le secteur universitaire ontarien demeurent difficiles. Toutefois, les sections locales des universités de Guelph, Queen's, McMaster, Carleton, Brock et Toronto ont défendu leurs droits et obtenu des règlements sans avoir recours à la grève.

Dans des conditions très difficiles, les cols blancs et bleus et les travailleuses et

travailleurs des bibliothèques et des centres communautaires (sections locales 79, 416, 4948 et 2998) de la Ville de Toronto ont défendu les services publics, leurs emplois et leurs conditions de travail contre les importantes concessions exigées par le maire et ses alliés de droite.

Les membres de la section locale 79 ont organisé une campagne sur l'importance des services publics qu'ils fournissent. Intitulée *Taking Care of Toronto* (Toronto est entre bonnes mains), la campagne met en lumière les nombreuses façons dont les membres font de la ville un endroit où il fait bon vivre. La section locale 4948, avec l'appui des tweets de l'écrivaine Margaret Atwood, a organisé une excellente campagne publique contre les fermetures de bibliothèques et la réduction des heures de services. La section locale 416 a utilisé des moyens technologiques, comme des assemblées publiques virtuelles, pour créer des contacts avec la collectivité et inciter les résidents à protéger les importants services publics contre les compressions.

Les chauffeurs d'autobus de Laval (section locale 5959) et Longueuil (section locale 3333) ont ratifié leurs nouvelles conventions collectives. Les travailleurs de Longueuil ont fait preuve de souplesse pour améliorer le service offert aux passagers.

En retour, les chauffeurs reçoivent des bonifications aux chapitres des congés de maladie, de l'assurance invalidité de longue durée et des primes de soir et de week-end.

Les cols blancs de Montréal (section locale 429) ont conclu une entente avec leur employeur après la très visible campagne Montréal, fais une ville de toi! qui faisait la promotion d'une ville moins fragmentée.

Une nouvelle entente entre les cols bleus de Montréal (section locale 301) et la communauté de Mercier-Hochelaga a permis d'améliorer les services publics. Des horaires de travail qui répondent aux impératifs des services tout en préservant le principe de la semaine de quatre jours sont parmi les faits saillants de l'entente.

Les années de travail consacrées à la diminution de l'écart salarial entre les policiers de la sécurité de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (section locale 501) et d'autres policiers de l'Î.-P.-É. ont porté fruits. Les policiers ont négocié des hausses salariales et d'autres ajustements qui éliminent l'écart avec la police de Summerside.

Équité salariale – on gagne du terrain

Les infirmières auxiliaires autorisées (IAA) de la Saskatchewan ont reçu une importante hausse salariale en 2011 grâce au plan d'équité salariale et d'évaluation des emplois du syndicat. La hausse fait grimper

En septembre, 900 grévistes de l'Université de Sherbrooke (section locale 7498) ont organisé un faux cortège funèbre et ont symboliquement enterré leur fierté d'être au service de l'Université.

les salaires de la plupart des IAA d'environ 18 pour cent. Une infirmière sur quatre en Saskatchewan est une IAA. Le SCFP représente 1 500 des 3 000 IAA de la province.

La section locale 1305, unité sanitaire du comté de Huron, a obtenu des règlements en équité salariale pour 27 travailleuses, rétroactifs à 2008.

En septembre, la section locale 4881, qui représente les travailleuses et travailleurs aquatiques de la Ville de Gatineau, a célébré l'impressionnant résultat de sa lutte pour l'équité salariale. Les 14 catégories d'emplois qui faisaient partie de l'examen d'équité salariale étaient majoritairement féminines et dix ont profité d'un rajustement en équité salariale se situant entre 9,56 et 75,88 pour cent, rétroactivement à novembre 2001.

Nouveaux membres de la famille du SCFP

Dans un climat d'attaques directes contre les syndicats et les fortes pressions exercées en faveur de l'élimination ou de la privatisation de services publics par des groupes anti-travailleurs de droite, le SCFP est demeuré le syndicat de choix au cours de la dernière année. En 2011, 3 330 hommes et femmes sont devenus les tout derniers membres du SCFP. Ils sont répartis dans 52 nouvelles sections locales. Bienvenue au SCFP!





LE SAVIEZ-VOUS?

LE SCFP A PARTICIPÉ À LA CRÉATION, EN JUIN, DE *TAXATION ÉQUITABLE AU CANADA*, UNE ASSOCIATION QUI MILITE POUR UN SYSTÈME D'IMPOSITION PLUS ÉQUITABLE ET PLUS PROGRESSIF QUI POURRAIT DÉGAGER DES DIZAINES DE MILLIARDS DE DOLLARS POUR LES SERVICES PUBLICS ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Édifier notre syndicat et notre collectivité



Le SCFP est le syndicat des collectivités du Canada. Nos membres ont à cœur l'intérêt des villes et villages dans lesquels ils vivent et ils le montrent d'innombrables façons tous les jours.

Le SCFP est un syndicat solide et, en 2011, nous avons travaillé à devenir encore plus forts, à être encore plus près de nos membres qui sont prêts à lutter pour de bons emplois et de bons services publics. Entre autres initiatives, nous avons organisé une série de rencontres de secteurs au cours desquelles les membres ont partagé expérience et stratégies.

Environ 300 militantes et militants municipaux se sont réunis à Toronto en février pour participer à la toute première rencontre nationale du secteur municipal du SCFP. Sous le thème « Des collectivités à bâtir », les membres ont adopté une puissante déclaration sur les services municipaux.

Les travailleuses et travailleurs de l'énergie du Québec, de l'Ontario et du Manitoba ont profité d'une rencontre nationale de leur secteur à Winnipeg pour se pencher sur la production et la distribution de l'énergie électrique. La situation varie d'une province à l'autre, mais la privatisation et la déréglementation demeurent des menaces constantes.

Les travailleuses et travailleurs des soins et soutiens à domicile du SCFP se sont réunis à Ottawa en juin pour échanger de l'information et élaborer des stratégies en vue d'améliorer leurs conditions de travail et les services qu'ils offrent. Le travail des soins à domicile est sous-évalué et les salaires et avantages sociaux y sont parmi les plus faibles du secteur de la santé. Certains employés ne gagnent que le salaire minimum.

La présence du SCFP est toujours aussi forte aux assemblées annuelles de la Fédération canadienne des municipalités et de l'Association canadienne des bibliothèques et, l'année passée, nous avons ajouté l'Association des collègues communautaires canadiens à nos conférences.





Le SCFP et ses partenaires ont donné en juillet la première pelletée de terre pour la Station 20, un projet de développement communautaire dans un quartier défavorisé de Saskatoon. Lorsque le gouvernement provincial a réduit le financement promis, les résidents de la ville sont passés à l'action pour sauver le projet. Le SCFP national a donné 400 000 \$ sous forme de subventions et de garanties de prêts.



consacrer au moins dix pour cent de leurs budgets à des biens produits localement.

Les membres de la section locale 4728 ont donné bénévolement leur temps, leur travail et leur savoir-faire pour installer les services d'eau potable et d'égouts dans des logements destinés aux personnes dans le besoin. Le projet a combiné les efforts du SCFP, de la Ville de Grand Forks, en Colombie-Britannique, et de l'organisme Habitat for Humanity.

Les travailleuses et travailleurs municipaux de Peterborough (sections locales 126, 504 et 1833 représentant les cols bleus et blancs et les travailleuses et travailleurs des bibliothèques) se sont joints aux pompiers locaux, à Centraide et au conseil du travail régional de Peterborough pour promouvoir et protéger les services publics.

Le SCFP-Nouvelle-Écosse a diffusé des publicités radio et télé présentant plus de 30 membres du SCFP et montrant les services publics qui favorisent le dynamisme des collectivités. La division a aussi mené la campagne « My Wages = Your Profits » (Mon salaire = vos profits) qui met en lumière le rôle de premier plan joué par le secteur public et ses travailleuses et travailleurs dans les économies provinciales et locales.

À l'été 2011, deux grands désastres ont suscité un élan de générosité. Le SCFP national a donné 60 000 \$ à la Croix-Rouge du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta en réponse à des désastres naturels comme les inondations et l'incendie qui a dévasté la collectivité de Slave Lake. Les sections locales et la division du SCFP-Saskatchewan ont amassé un montant additionnel de 20 000 \$ pour aider la Croix-Rouge provinciale à venir en aide aux victimes des inondations et de la tornade.



Les travailleurs municipaux de Saint-Jean-sur-Richelieu (section locale 3055) ont fait des efforts héroïques 24 heures sur 24 pour venir en aide à leur communauté envahie par l'eau. Près de 800 cols bleus de Montréal (section locale 301) se sont aussi rendus dans la région de la Montérégie pour nettoyer et reconstruire après les inondations.

Les cols blancs de Terrebonne (section locale 2326) ont travaillé avec des partenaires municipaux et communautaires pour organiser un bazar en septembre. Les résidents étaient invités à l'immense vente de garage, des activités étaient prévues pour les enfants et on y présentait de la musique « live ». L'événement a permis de recueillir de l'argent pour une organisation locale qui vient en aide aux familles dans le besoin.



LE SAVIEZ-VOUS?

ENVIRON 57 POUR CENT DES SECTIONS LOCALES DU SCFP SONT DE PETITES SECTIONS QUI COMPTENT MOINS DE 100 MEMBRES.



Les membres du Syndicat des employés de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec (section locale 2000) ont mené une campagne d'un an contre l'installation de « compteurs intelligents ». Leur campagne de publicité ridiculise avec brio la décision de la société d'État de consacrer 1 milliard de dollars aux controversés « compteurs dorés », tout en montrant ses vrais effets, dont la perte de plus de 1 000 emplois – 800 directs et 200 indirects – partout au Québec.

Le SCFP a collaboré avec ses partenaires de coalition pour promouvoir l'eau potable publique dans le cadre de la Journée sans eau embouteillée en mars. Les membres ont organisé des activités sur les campus et dans leurs collectivités. Ils ont invité les gens à s'engager à ne boire que de l'eau du robinet et à défendre la position de la Ville de London qui a décidé d'interdire progressivement l'eau embouteillée.

Le SCFP et le Conseil des Canadiens ont aussi félicité la Ville de Burnaby, devenue première « collectivité bleue » du Canada en éliminant progressivement l'eau en bouteille, en appuyant les services d'eau et en reconnaissant que l'eau est un droit fondamental.

Le SCFP entreprend la lutte en ligne

En 2011, nous avons utilisé un éventail d'outils de communication – médias sociaux,



sites Web, vidéos, courriels et assemblées publiques virtuelles – pour agir et diffuser de l'information sur les enjeux autochtones, le renouvellement de l'Accord sur la santé, les réponses au sida en milieu de travail, l'eau embouteillée, la protection des droits des membres LGBTTI et l'interdiction de l'amiante. Le SCFP s'est aussi servi d'outils en ligne pour montrer son appui aux syndicalistes d'autres pays, aider les membres et les employés du SCFP qui se sont présentés à des élections et appuyer le NPD aux élections fédérales et provinciales.

C'est pendant la semaine du congrès que le trafic a été le plus élevé de toute l'histoire du scfp.ca, et le hashtag #CUPE2011 a servi à plus de 3 500 tweets.

Voici l'année 2011 en ligne en chiffres :

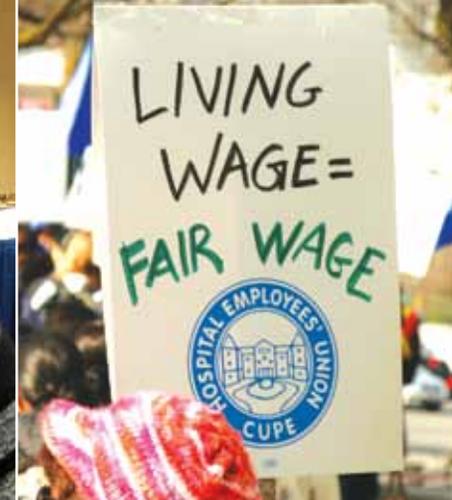
- Plus de 4 300 amis Facebook et deux millions de visites
- Environ 2 700 inscrits Twitter et plus de 3 500 tweets écrits par @cupenat
- Près de 32 000 visionnements de nos vidéos sur YouTube

- Plus de 20 000 courriels envoyés pour demander aux membres et aux alliés d'agir.

Apprendre les uns des autres

En 2011, environ 15 000 membres ont participé à un programme d'éducation du SCFP pour améliorer leur capacité à se défendre au travail, dans leurs sections locales et dans leurs communautés et à renforcer l'ensemble du syndicat.

La Direction du développement syndical du SCFP a créé un nouvel atelier sur le harcèlement en faisant appel aux connaissances des membres et du personnel en santé-sécurité, en égalité et en affaires juridiques. En octobre, le personnel de l'égalité du SCFP a animé un atelier sur l'intimidation et le harcèlement dans les milieux de travail autochtones pour le conseil de bande, l'administration et le personnel de la Première Nation Kwanlin Dün.



La Direction a aussi aidé les divisions à élaborer des stratégies pour renforcer leur action politique, en plus de recruter et de former des ombudspersonnes en vertu du nouveau Code de conduite afin d'avoir des membres et du personnel formés dans chaque région. La Direction a formé 80 nouveaux membres-animateurs. Ils se sont joints aux 200 autres qui travaillent partout au pays à offrir le programme national d'éducation.

L'an passé, notre programme d'alphabétisation a créé « Lullaby Mission », un jeu électronique interactif sur le langage clair,



et mis au point un jeu-questionnaire informatique et produit un court film d'animation sur notre programme d'alphabétisation au travail et dans nos collectivités.

La défense de nos droits

En 2011, le Conseil exécutif national a approuvé 37 demandes soumises par des sections locales et des divisions qui avaient besoin d'une aide juridique, pour un total de 1 166 156 \$.

En plus d'offrir des conseils chaque jour, les avocats du SCFP travaillant dans les régions ont traité environ 600 nouvelles causes en 2011. Au bureau national, le Service des affaires juridiques a traité 145 nouveaux dossiers en 2011.

Voici quelques faits saillants du travail de défense juridique au SCFP :

Le SCFP a remporté une grande cause en obligation d'adaptation en Nouvelle-Écosse. En décembre, un arbitre réputé de la province a accepté les arguments du SCFP dans la défense d'un travailleur municipal de la Ville de Windsor (section locale 1089). La décision renforce les importantes obligations des employeurs en matière de mesures d'adaptation pour les personnes ayant un handicap et insiste sur le fait que ce sont les employeurs qui doivent prendre l'initiative dans la mise en œuvre de ces mesures. La décision établit des précédents qui protègent les travail-

leurs vulnérables contre un congédiement injuste.

Le SCFP a aussi remporté une victoire devant la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse. Le tribunal a donné raison aux travailleuses et travailleurs de la Ville de Port Hawkesbury (section locale 2434) qui soutenaient qu'une plainte en matière de santé et de sécurité au travail déposée par un membre devait faire l'objet d'une enquête, même si un grief déposé après l'incident ne pouvait pas aller en arbitrage.

Au Nouveau-Brunswick, le SCFP a eu recours aux tribunaux pour défendre la sécurité d'emploi basée sur l'ancienneté. Les travailleurs provinciaux des services sociaux, de la réadaptation, de la psychologie, de la thérapie, des loisirs et de la culture (section locale 1418) ont remporté un arbitrage confirmant que leur convention collective permet aux travailleurs mis à pied de supplanter ceux qui ont moins d'ancienneté.

En Saskatchewan, le SCFP a pris des mesures juridiques pour défendre le droit des travailleurs à se syndiquer et à négocier collectivement. Le SCFP est l'un de quatre syndicats intervenants dans une contestation en vertu de la Charte entreprise par la Fédération du travail de la Saskatchewan contre la loi sur les services essentiels du gouvernement du Parti de la Saskatchewan et ses amendements à la loi sur les syndicats.

Notre syndicat a continué à innover en 2011. En voici quelques exemples :

Premier congrès national carboneutre.

Avec l'aide de l'organisme CarbonZero, le SCFP a évalué les émissions de carbone de son congrès à 3 061 tonnes et compensé ces émissions en investissant dans des rénovations écoénergétiques de logements sociaux à Montréal, des rénovations exécutées par les membres de la section locale 429.

Premier conseil des jeunes.

Au congrès national 2011, les enfants de délégués âgés de neuf à 14 ans ont observé de près le processus décisionnel du plus grand syndicat au Canada et se sont familiarisés avec les préoccupations des travailleuses et travailleurs, qu'ils ont pu mettre en parallèle avec ce que vivent les jeunes à l'école et dans la collectivité. Ils ont aussi fait le bilan de leur semaine devant les délégués.

Première réunion de comité par vidéoconférence.

En mai, le Comité national de l'environnement a franchi un pas important dans la réduction des GES en se réunissant par vidéoconférence à partir du bureau national et du bureau régional de Colombie-Britannique. En diminuant ses déplacements en avion, le Comité a fait baisser ses émissions de 48 pour cent et a produit moins de déchets.

Première conférence des travailleurs municipaux de l'est.

Les travailleurs d'environ 50 sections locales de l'Atlantique et des Maritimes se sont rassemblés pour discuter des défis posés par la privatisation, l'AÉCG, le sous-financement des municipalités et les offensives contre leurs régimes de retraite. Des travailleurs municipaux délégués du Québec étaient les invités spéciaux de cette conférence et la solidarité syndicale a été renforcée plus que jamais.

Premiers statuts en langage clair.

Les délégués au congrès national ont adopté de nouveaux statuts que tous les membres pourront facilement lire, comprendre et interpréter.

Premier guide des services de garde sur place.

Le Groupe national de travail sur la garde à l'enfance a publié *Bienvenue aux enfants*, un guide qui aide le syndicat national, les divisions et les sections locales à fournir des services de garde de qualité à toutes les activités du SCFP.

L'avenir



L'année qui vient de se terminer a été difficile mais inspirante – et remplie d'enseignements sur lesquels nous pourrons miser.

L'énergie et la solidarité affichées à notre congrès national ont clairement donné le ton pour 2012. Les membres du SCFP sont non seulement unis, mais ils sont aussi déterminés à défendre les droits des travailleurs, à protéger et améliorer les services publics et à militer pour la justice sociale.

Au cours de notre congrès national, les délégués ont rendu hommage au secrétaire-trésorier national sortant, Claude Généreux, pour son dynamisme et son engagement, après quoi ils ont élu son successeur, Charles Fleury.

Notre Document d'orientation stratégique, conçu et adopté par les délégués au congrès national, contient un plan solide sur lequel nous nous appuierons pour développer notre capacité interne à mener des négociations fructueuses, à renforcer nos alliances avec le mouvement syndical et la collectivité et à protéger les services publics – afin de faire de nos collectivités des endroits où il fait bon vivre.



Conseil exécutif national du SCFP

À la table des négociations comme dans nos collectivités, nous poursuivrons nos efforts pour réduire le fossé entre riches et pauvres, refuser la discrimination et les inégalités et lutter pour des salaires raisonnables et des retraites décentes. Les membres ne sont jamais seuls dans ce combat : ils ont le soutien de tous ceux qui font partie du plus grand syndicat du Canada.

Nous joindrons nos forces à celles des nombreux Canadiens qui ont à cœur le système de santé public pour nous opposer à la volonté du gouvernement Harper de sous-financer et de démanteler l'assurance-maladie. Et nous résisterons aux attaques lancées contre l'ensemble des travailleuses et travailleurs, en défendant notre droit à la syndicalisation et à la négociation collective.

Que ce soit pour tenir tête aux conservateurs de Harper, maintenir nos services essentiels publics ou se serrer les coudes pendant des négociations pleines d'obstacles, les membres du SCFP ont un atout qui fait la différence : ils peuvent compter les uns sur les autres.

Ensemble, nous pouvons changer les choses en 2012. Ensemble, nous travaillerons sans relâche à atteindre notre idéal d'un Canada meilleur.

Président national

Paul Moist

Secrétaire-trésorier national

Charles Fleury

Vice-présidente et vice-présidents généraux

Daniel Légère

Lucie Levasseur

Fred Hahn

Tom Graham

Barry O'Neill

Vice-présidentes et vice-présidents régionaux

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Wayne Lucas

NOUVELLE-ÉCOSSE

Danny Cavanagh

NOUVEAU-BRUNSWICK

Sandy Harding

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Lori MacKay

QUÉBEC

Denis Bolduc

Nathalie Stringer

ONTARIO

Michael Hurley

Candace Rennick

NORD DE L'ONTARIO

Henri Giroux

MANITOBA

Mike Davidson

SASKATCHEWAN

Judy Henley

ALBERTA

Marle Roberts

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Mark Hancock

Ken Robinson

Vice-présidente et vice-président de la diversité

Yolanda McClean

Brian Barron





SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique